

LEÇON 2

L'ÉCHIQUIER POLITIQUE

L'échiquier politique est un moyen de décrire les croyances et les idéologies et de distinguer les différentes actions sur des enjeux civiques.

L'échiquier politique peut être également divisé en deux axes qui se croisent. Le premier représente les politiques fiscales et économiques et l'autre, les politiques sociales et personnelles. La question sous-jacente est : À quel degré le gouvernement devrait-il intervenir et exercer un contrôle sur ces deux aspects?

- **Les libéraux et ceux qui penchent à gauche** soutiennent les services sociaux et l'intervention du gouvernement dans l'économie
- **Les conservateurs et ceux qui penchent à droite** soutiennent moins d'impôts et de taxes, le libre marché et moins d'intervention gouvernementale dans l'économie.
- **Les libertariens** soutiennent les libertés individuelles et économiques.
- **Les autoritaristes** soutiennent l'obéissance à l'autorité et au contrôle du gouvernement, au détriment des libertés personnelles et économiques.

D'autres termes connexes associés à ces deux sections incluent : conservatisme économique, modéré sur le plan fiscal et libéral sur le plan social. Pour n'en passer que quelques-uns, il y a aussi les suivants : conservateur sur le plan social, modéré ou libéral. Certaines personnes pensent qu'il est possible d'être conservateur dans une section et libéral ou même modéré dans une autre, tandis que d'autres s'y opposent. Ils avancent que c'est impossible puisqu'ils sont intrinsèquement liés.

Sur les enjeux fiscaux/économiques, les Canadiens qui penchent vers la gauche croient souvent que :

- Le gouvernement peut jouer un rôle positif dans la gestion de l'économie et dans la création d'emplois, plutôt que de simplement laisser la responsabilité de créer des emplois au secteur privé.
- Un écart trop prononcé entre les riches et les pauvres devrait être évité le plus possible.
- Les services gouvernementaux sont utiles, comme en éducation ou en santé. De plus, des taxes et des impôts élevés peuvent être nécessaires même s'il arrive parfois que le gouvernement doive contracter une dette.
- Les mesures qui peuvent être perçues comme néfastes pour les entreprises, mais qui ont pour but de réduire des problèmes environnementaux et sociaux, comme les changements climatiques, sont importantes pour le bien commun.

Pendant que les Canadiens qui penchent à droite sur les enjeux fiscaux/économiques croient souvent que :

- Les entreprises et les individus devraient recevoir le plus de support possible pour créer des emplois, de la richesse et de l'innovation.
- L'inégalité n'est pas importante. Les personnes qui réussissent financièrement se voient récompensées pour leurs contributions à la société.
- Les gouvernements de petite taille sont la meilleure approche, ce qui signifie moins de mesures gouvernementales destinées à influencer l'économie et moins de services gouvernementaux.
- Les taxes et les impôts devraient être les plus bas possible et le gouvernement devrait éviter de contracter une dette.
- La mise en place de mesures limitant les entreprises n'est pas nécessaire parce que le libre marché produit suffisamment d'incitatifs qui encouragent les entreprises à améliorer leur impact social et environnemental.

En ce qui a trait aux enjeux personnels et sociaux comme l'avortement, les mariages de conjoints de même sexe et le contrôle des armes, les libéraux sociaux ou les Canadiens penchant à gauche sont souvent plus susceptibles de soutenir des mesures progressives qui préconisent l'amélioration de la société à travers des réformes.

Les conservateurs sociaux ne soutiennent pas de réformes sur des enjeux sociaux ou personnels. Ils croient souvent que la société est fragile et doit être conservée par l'entremise du devoir, des valeurs traditionnelles et des institutions en place.